

Provence-Alpes-Côte d'Azur, les défis d'une région contrastée

À la fois méditerranéenne et alpine, s'étendant du Rhône à la frontière italienne, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur possède la plus grande étendue d'espaces naturels des régions françaises ; elle héberge une biodiversité remarquable, dont près de trois quarts des espèces françaises. Ce patrimoine est protégé par neuf parcs naturels régionaux et quatre parcs nationaux. Le risque de fragmentation des espaces naturels est cependant bien présent. Provence-Alpes-Côte d'Azur est en effet une région très dense. Avec plus de cinq millions d'habitants, elle est la 10^e région la plus peuplée de l'Union européenne. En un demi-siècle, et malgré un ralentissement, le nombre d'habitants a augmenté de 50 %, et le nombre de logements a doublé. Cette pression humaine entraîne des tensions de différentes natures : une consommation foncière importante aux dépens des terres agricoles ; des prélèvements en eau en lien notamment avec une part élevée d'agriculture irriguée ; une forte production de déchets par ailleurs peu valorisés ; d'importantes émissions de gaz à effet de serre, en particulier d'origine industrielle, qui contribuent au réchauffement climatique. La région est particulièrement exposée aux risques, avec une accentuation des risques naturels (épisodes méditerranéens, inondations, feux de forêts) et un climat pouvant à terme évoluer vers un régime sud-méditerranéen plus chaud et plus sec.

Une périurbanisation toujours dynamique, une population vieillissante

La moitié des habitants vit dans une commune littorale. À elles seules, les villes de Marseille et Nice regroupent près du quart de la population régionale. Plus largement, la quasi-totalité de la population vit dans une aire d'attraction des villes (c'est-à-dire dans les pôles urbains ou leur couronne), et les cinq plus grandes aires (Marseille-Aix-en-Provence, Nice, Toulon, Cannes-Antibes, Avignon) concentrent les trois quarts de la population. Cette urbanisation s'accompagne d'une forte pression foncière en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un niveau de prix immobiliers le plus haut des régions de province, un nombre de résidences secondaires multiplié par quatre en 50 ans et une part de logements sociaux qui reste faible, contribuent à la tension du marché immobilier régional et rendent difficile l'accès au logement pour les plus modestes. La proportion de personnes vivant dans un logement sur-occupé est la plus élevée des régions de province.

Les difficultés pour se loger peuvent être une des causes de la baisse observée de la croissance démographique. Ce ralentissement démographique provient ainsi principalement de l'érosion régulière du solde migratoire (différence entre les installations dans la région et les départs), alors que la contribution, légèrement positive, de l'excédent des naissances sur les décès a peu évolué ces dernières décennies. En 2018, le solde migratoire est en particulier négatif pour les jeunes de 15 à 24 ans, notamment les étudiants, et pour les chômeurs. Il reste positif pour les actifs en emploi et les retraités. Ces derniers sont très présents en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ainsi, 1,5 million d'habitants sont âgés de 60 ans ou plus, avec une proportion élevée à la fois de seniors pauvres et de seniors très aisés. À l'horizon 2050, cette population croîtrait d'environ 400 000 personnes, avec en particulier un quasi-doublement de la population âgée de 85 ans ou plus. Il en résulte des enjeux d'amélioration de l'accès aux services publics, aux commerces et à l'offre de soin et d'accompagnement, en particulier pour les personnes âgées dépendantes. En 2019, environ 200 000 personnes sont dans cette situation et leur nombre augmenterait de 50 % d'ici 2050.

Sur la période récente, la démographie a continué à être dynamique dans l'espace périurbain, les migrations résidentielles profitant tout particulièrement aux couronnes urbaines et aux petites aires. Le nombre d'habitants, ainsi que le nombre d'emplois et de logements, progressent plus vite dans les couronnes que dans les pôles, du fait notamment de l'installation de couples avec enfants. Ces mouvements ne sont pas sans conséquence sur la consommation d'espace pour l'habitat et les activités économiques. Chaque année depuis 2011, c'est en moyenne 1 400 hectares d'espaces agricoles qui sont ainsi artificialisés, soit chaque jour l'équivalent de cinq terrains de football. Les couronnes de la région sont relativement plus économes qu'ailleurs en France en matière de consommation d'espace pour l'habitat, mais ce résultat cache des situations très disparates. Certains espaces périurbains peuvent ainsi être bien plus dispendieux, notamment lorsque le taux de résidences secondaires augmente sensiblement ou que certains logements sont délaissés au profit d'autres, engendrant une hausse de la vacance.

Une évolution favorable de l'emploi, des inégalités toujours marquées

La région est également marquée par de fortes inégalités : en effet, selon les territoires, la composition des revenus diffère fortement. La part des salaires est plus importante pour les communes urbaines de densité intermédiaire alors que les retraites et pensions ont une part plus forte dans les communes rurales peu denses. Les grands centres urbains de la région, qui concentrent les habitants les plus pauvres, se distinguent par un poids des prestations sociales dans le revenu des habitants plus élevé. Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3^e région métropolitaine la plus touchée par la pauvreté et la 2^e concernant la pauvreté infantile. La région est la plus inégalitaire de province, avec un niveau de vie médian des personnes pauvres plus faible et, à l'inverse, une proportion de ménages à hauts et très hauts revenus parmi les plus élevées de province. Ce fort contraste s'observe également sur le marché du travail, la région présentant en même temps un produit intérieur brut (PIB) par emploi et un taux de chômage parmi les plus élevés. Le marché du travail apparaît polarisé entre, d'un côté, des cadres très diplômés en emploi, et de l'autre, des personnes peu ou pas diplômées souvent sans emploi. Contraste visible également sur le territoire, où se dessinent deux arcs de fort chômage (le premier le long du Rhône, l'autre dans l'espace provençal), jouxtant des zones d'emploi bien plus dynamiques (Aix-en-Provence, Toulon). Au sein des espaces azuréen et alpin, les zones d'emplois de Menton et Gap se distinguent par des taux de chômage particulièrement bas. Au-delà de ces contrastes, depuis vingt ans, l'évolution de l'emploi apparaît en moyenne plus favorable en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France de province. De ce fait, l'écart de taux de chômage s'est nettement réduit. Le taux d'emploi demeure toutefois l'un des plus faibles de France.

Une activité économique tournée vers les services qui s'appuie sur un fort attrait touristique

Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui bénéficie d'un positionnement favorable parmi les régions méditerranéennes européennes, est la troisième économie régionale française en richesse produite par habitant après l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes. L'économie régionale est diversifiée, tournée à la fois vers des activités à forte valeur ajoutée (comme l'information et communication, l'aéronautique) et vers des activités liées la satisfaction des besoins de la population présente, qu'elle soit résidente ou touristique. Les activités tertiaires ont un poids élevé, avec 1,8 million de personnes employées. Le commerce de gros et de détail, les transports et l'hébergement-restauration sont très présents dans la région, du fait en particulier d'une forte fréquentation touristique. De même, la part des activités spécialisées, scientifiques et techniques, des activités de services administratifs et de soutien est la plus élevée des régions de province. Conséquence de cette prédominance des services, l'industrie a un poids faible en Provence-Alpes-Côte d'Azur mais dispose toutefois de fleurons dans la chimie, l'électronique, la construction aéronautique et spatiale. Surtout, la désindustrialisation observée en France au cours des dernières décennies apparaît avoir moins affecté la région, du fait d'une orientation sectorielle plus favorable. L'accès à la mer est un autre atout de la région, lui permettant de disposer d'infrastructures portuaires développées. Le poids de l'agriculture est faible, celle-ci devant composer avec de nombreuses zones très denses et une couverture forestière importante. La production agricole régionale est cependant diversifiée, avec en particulier un fort dynamisme des productions en agriculture biologique.

Provence-Alpes-Côte d'Azur demeure une région de contrastes. Contraste entre d'une part la richesse de nombreux ménages du littoral azuréen et des quartiers aisés des métropoles, et d'autre part la pauvreté observée dans les quartiers de la politique de la ville. Contraste entre des jeunes qui quittent la région pour se former, trouver un travail ou échapper à des prix immobiliers élevés, et des retraités aisés qui viennent s'y installer et profiter d'un cadre ensoleillé et agréable. Contraste entre des cadres très diplômés et une population sans emploi ni formation. Contraste entre un accès au logement difficile et un taux important de résidences secondaires. Contraste entre une agriculture biologique dynamique et les fortes émissions de gaz à effet de serre de l'industrie et des transports. Contraste enfin entre les espaces qui la composent. Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est en effet à la fois un littoral très dense, créant de la richesse, regroupant la plus grande part des services et des industries de la région, un moyen-pays moins dense qui doit faire face à un chômage élevé, et des territoires de montagne relativement peu peuplés mais au chômage faible. Toutefois, un point commun à ces trois espaces : un fort pouvoir d'attraction touristique, entre mer et montagnes, et une terre de culture reconnue internationalement. ●